



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1999/250
8 mars 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 8 MARS 1999, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE
SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'ÉTHIOPIE AUPRÈS DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir le texte d'un communiqué que le Bureau du porte-parole du Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Éthiopie a rendu public le 6 mars 1999.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Duri MOHAMMED

ANNEXE

Communiqué rendu public le 5 mars 1999 par le Bureau
du porte-parole du Gouvernement éthiopien

Nouveau rebondissement dans la campagne de mensonges
et de prévarication de l'Érythrée

Dans une lettre qu'il a adressée récemment au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Président érythréen a déclaré qu'il acceptait l'accord-cadre de l'OUA. Cette déclaration a surpris de nombreux observateurs, car jusqu'à l'humiliante défaite subie par l'armée érythréenne sur le front de Badme, le Président érythréen avait juré qu'il ne retirerait pas ses forces de Badme, même si le soleil cessait de se lever. Il est donc tout à fait naturel de s'interroger sur les causes de ce revirement soudain.

Ils sont nombreux au sein de la communauté internationale à imputer ce revirement à la défaite subie par l'armée érythréenne à Badme. On dit que le Président érythréen a reconnu qu'il avait perdu la guerre et s'efforce de limiter les dégâts, en acceptant les propositions d'accord-cadre de l'OUA. Cette analyse implique que, pour une raison ou pour une autre, l'Érythrée est maintenant prête à accepter et à appliquer les propositions de l'OUA.

Toutefois, une lecture attentive des déclarations du Gouvernement érythréen montre qu'il en est autrement. Dans une interview qu'il a accordée à la radio allemande le 1er mars 1999, le Ministre érythréen des affaires étrangères, M. Wolde Tensae, a déclaré que le repli de l'armée érythréenne s'inscrivait dans le cadre d'une nouvelle stratégie, qui lui permettrait de gagner "des positions plus sûres d'où elle pourrait lancer une attaque massive contre les forces éthiopiennes". Le même jour, il déclarait à l'antenne de Channel Africa : "Nous avons procédé à quelques ajustements le long du front afin d'infliger des pertes et des dommages encore plus lourds aux forces éthiopiennes".

Fait encore plus révélateur : le Gouvernement érythréen n'a pas fait part de sa position à sa propre population. Les Érythréens n'ont pas encore été informés par leur gouvernement de la décision que ce dernier a prise d'accepter les propositions de l'OUA. Les Érythréens qui ont accès aux médias internationaux ont évidemment entendu la nouvelle. Mais la plupart des Érythréens n'ont pas été mis au courant de cette question vitale. Au contraire, on leur répète jour après jour que leur armée a procédé à un repli tactique, afin de se regrouper et de lancer avec succès une nouvelle offensive. Le Gouvernement érythréen affirme donc à qui veut l'entendre qu'il procède à des manoeuvres tactiques afin de gagner du temps pour regrouper et réorganiser ses troupes.

Si les forces érythréennes ont été repoussées de Badme, elles continuent d'occuper une partie du territoire éthiopien dont elles s'étaient emparées l'année dernière lors de l'invasion de l'Éthiopie. Elles continuent d'occuper les régions de Zalambessa-Aiga, de Bada-Bure et d'Egala. Le Gouvernement érythréen ne semble nullement disposé à retirer son armée de ces territoires,

comme l'exige pourtant l'OUA. Au contraire, l'armée érythréenne fait des efforts désespérés pour renforcer les tranchées creusées le long du front et envoyer des troupes supplémentaires dans ces zones.

Tant les déclarations des autorités érythréennes que les actes des forces armées sur le terrain montrent qu'il n'y a eu aucun revirement. Le Gouvernement érythréen n'essaie pas de limiter les dégâts après l'humiliante défaite qu'il a subie à Badme; il tente simplement de gagner du temps pour regrouper et réorganiser ses troupes, afin de conserver les territoires éthiopiens qu'il continue d'occuper et de reconquérir Badme.

Alors que l'Érythrée n'a cessé de rejeter toutes les propositions de paix ou de les utiliser pour gagner du temps en vue de renforcer sa machine de guerre, l'Éthiopie ne s'est jamais départie de sa volonté de paix. Lorsque l'Érythrée a envahi l'Éthiopie et a occupé une partie de notre territoire, nous avons demandé l'assistance de la communauté internationale pour qu'elle nous aide à résoudre ce conflit par des moyens pacifiques. La communauté internationale, après avoir établi que l'Éthiopie subissait l'occupation forcée de l'Érythrée, n'a pas condamné l'agression. Elle n'a pas appelé l'Érythrée à se retirer inconditionnellement du territoire occupé. Si nous avons enduré l'occupation étrangère et l'humiliation pendant neuf mois, c'est dans l'espoir que la communauté internationale parviendrait à convaincre l'Érythrée d'accepter un règlement pacifique du conflit. La communauté internationale n'a pas soutenu avec la vigueur voulue les propositions de paix, ce qui a incité l'Érythrée à de nouvelles provocations et conduit à la reprise des hostilités le 6 février 1999.

L'Éthiopie n'a jamais eu l'intention de porter atteinte à la souveraineté de l'Érythrée. Elle ne fait qu'exercer son droit à l'autodéfense. L'Éthiopie n'a jamais rejeté la paix. Elle a été contrainte à la guerre par l'agression et l'intransigeance érythréennes.
